

Le 26 novembre 1767- Poivre au marquis de Castries

Un document des Archives Nationales. A.N. Col C/4/18, f°89. Lettre autographe
Etat de la colonie : tout est à faire, mais *je crois avoir déjà fait beaucoup en gagnant la confiance de la colonie.*

Au Port-Louis Isle de France ce 26 novembre 1767

Monsieur,

Vous m'avez souvent témoigné vous intéresser au sort de ces colonies, et surtout à celle de l'Isle de France, je me fais un devoir de vous rendre compte de l'état dans lequel je l'ai trouvé.

Vous savez que le but de toutes les dépenses qui ont été faites pour former ces établissements à quatre mille lieues de la métropole a été d'en faire 1° une colonie nourricière, c'est-à-dire un lieu d'approvisionnement et d'abondance. 2° le centre de notre puissance dans les mers des Indes, et un point d'appui pour tous nos comptoirs de l'Asie. 3° l'entrepôt de notre commerce oriental.

Ces vues ont sans doute été celles qui se sont présentées naturellement à l'esprit des fondateurs. Elles seules pu [*sic*] autoriser les dépenses énormes qu'exige nécessairement une colonie aussi éloignée et destinée à [p... *illisible*] un jour d'aussi grands avantages.

Pour remplir ces vues il fallait travailler à la sûreté et à la conservation du port principal de cette île qui est celui du nord-ouest.

Il fallait commencer par bâtir de grands greniers pour pouvoir y garder en tout temps de grands amas de subsistance ; il fallait encourager les cultures des terres, n'admettre aux travaux que des hommes libres, des citoyens tirés de la classe des laboureurs de la métropole. Dans un climat qui produit le froment et tous les grains de l'Europe, des Français auraient très bien supporté les chaleurs de cette île. Ces cultivateurs libres eussent été des défricheurs redoutables ; au lieu de donner à un seul homme une concession de dix mille arpents, on aurait dû subdiviser les terres en petites concessions, pour multiplier les défenseurs en même temps que les colons.

Il fallait diriger l'agriculture vers les denrées nourricières et de première nécessité.

Il fallait, par une suite de ces mêmes vues, des casernes considérables, des hôpitaux bâtis en lieux sains, des magasins vastes, enfin un grand arsenal de guerre et de marine, et une bonne fortification au centre de l'île. Voilà, Monsieur, un précis très abrégé de ce qui aurait dû être fait pour remplir les vues du gouvernement sur cette île de France.

Si dès les premiers temps de la fondation de cette colonie le plan formé sur ces vues avait été arrêté invariablement, de manière que chaque dépense ordonnée, chaque pas des administrateurs chargés de l'exécution, eut eu nécessairement pour objet de remplir ces vues, elles seraient aujourd'hui et depuis longtemps remplies avec beaucoup moins de dépense que l'on en a faites en errant sans cesse de projets en projets.

La modicité des sommes accordées annuellement en laissant languir les ouvrages a fait oublier le premier plan. Depuis M. de La Bourdonaye [Bourdonnais], chacun de ses successeurs a eu des vues différentes, et toutes les dépenses, quelque immenses qu'elles soient, sont tombées en pure perte pour l'Etat et pour la colonie, comme vous allez le voir par le compte que je me fais un devoir de vous rendre sur l'état dans lequel j'ai trouvé cette île.

Le port du nord-ouest, le seul établi et qu'il convienne d'établir dans cette île, est presque comblé, on y compte quatorze carcasses de vaisseaux coulés avec leur lest. Ces carcasses forment aujourd'hui autant d'écueils qui resserrent le port, au point qu'on aurait de la peine à y placer vingt vaisseaux, au lieu qu'autrefois le port pouvait en contenir aisément soixante. Les îles formées par les vaisseaux coulés, augmentent chaque jour, et si l'on n'y remédie, dans peu, il n'y aura plus de port.

Depuis les malheurs de la dernière guerre, la Compagnie, ruinée par l'infidélité surtout des administrateurs qu'elle avait aux Indes et ici, a été forcée de restreindre beaucoup de ses dépenses dans tous ses établissements. Elle a réduit celle du port de cette île beaucoup au-dessous de ses besoins, de façon que je n'y ai trouvé assez de bateaux, ni assez de bras pour le service. Cette économie était mal calculée : des vaisseaux qui arrivent d'Indes et de la Chine, retardés ici faute de secours, peuvent causer à la Compagnie des dommages irréparables. Je n'ai trouvé ici aucun grenier propre à conserver des grains, point assez de magasins, un hôpital mal situé et trop petit, point ou presque point de casernes, aucun arsenal ni de guerre ni de marine, point de fortifications capables d'arrêter l'ennemi une heure, toutes les batteries du bord de la mer tombent en ruine et sont inutiles, enfin le peu de bâtiments publics qui sont ici, sont l'ouvrage de M. de la Bourdonnaye, et ces ouvrages ne présentent guère que des ruines parce qu'ils n'ont pas été entretenus. L'agriculture était aussi abandonnée que le reste, et j'ai vu les plus grands quartiers défrichés de l'île où l'on n'avait pas semé de blé. Tout est déjà changé à cet égard.

Si le ministre voit cette colonie en grand, s'il ne se borne à de petits moyens, j'espère, Monsieur le Marquis, faire ici beaucoup de bien. Je crois avoir déjà fait beaucoup en gagnant la confiance de la colonie. Je désirerais que M. Dumas eut pu y réussir également, mais il n'a gagné que le mépris, et le choix de M. de Praslin n'a pas été heureux.

Je suis avec respect,

Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

Poivre

* * *